



Conseil de sécurité

Soixante-dix-neuvième année

9710^e séance

Jeudi 22 août 2024, à 15 heures

New York

Provisoire

Présidente : M^{me} Karim (Sierra Leone)

Membres :

Algérie	M. Alem
Chine	M. Lei Zhao
Équateur	M. Rojas Jacome
États-Unis d'Amérique	M. Mendoza
Fédération de Russie	M ^{me} Agaronova
France	M. Vandriessche
Guyana	M. Douglas
Japon	M. Shoji
Malte	M. Azzopardi
Mozambique	M. Buanahagi
République de Corée	M. Sun-Min Lee
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} Byangoy
Slovénie	M ^{me} Langerholc
Suisse	M. Carpenter

Ordre du jour

Consolidation et pérennisation de la paix

Le Nouvel Agenda pour la paix – traiter les aspects mondiaux, régionaux et nationaux de la prévention des conflits

Lettres identiques datées du 30 juillet 2024, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Sierra Leone auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2024/581)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance, suspendue à 18 h 5 le mercredi 21 août, est reprise à 15 heures le jeudi 22 août.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je rappelle aux orateurs et oratrices qu'ils sont priés de limiter la durée de leurs déclarations à un maximum de trois minutes afin que le Conseil puisse mener ses travaux avec diligence. Le voyant rouge de leur microphone se mettra à clignoter au bout de trois minutes pour les inviter à conclure.

Je donne maintenant la parole à la représentante d'Israël.

M^{me} Shapir Ben Naftaly (Israël) (*parle en anglais*) : Dans le cadre de notre débat d'aujourd'hui consacré à la consolidation et à la pérennisation de la paix, nous nous appuyons sur la note d'orientation du Secrétaire général intitulée « Un Nouvel Agenda pour la paix », qui souligne que le terrorisme reste une menace mondiale et appelle à une approche globale de la lutte contre ce fléau. Pour Israël, une nation confrontée à des menaces et des défis persistants, les principes de paix et de sécurité sont essentiels. Le terrorisme reste l'un des principaux obstacles à la paix. Il sape le tissu même de la société, répand la peur et perpétue la violence.

Hier a eu lieu la septième commémoration de la Journée internationale du souvenir, en hommage aux victimes du terrorisme. L'ONU a organisé une cérémonie de commémoration pour honorer la mémoire des victimes du terrorisme. Malheureusement, les victimes israéliennes n'ont pas été incluses dans cette commémoration et les organisations terroristes responsables de leur assassinat, le Hamas, le Hezbollah et les houthistes, n'ont pas été condamnées.

Le massacre du 7 octobre 2023, le plus grand massacre de Juifs en une seule journée depuis l'Holocauste, a apparemment été effacé des pages de l'histoire de l'ONU. Sa mémoire a été effacée, tout comme celle des 1 200 Israéliens et ressortissants d'autres pays qui ont été massacrés par les terroristes du Hamas ce jour-là. Cette exclusion n'est pas un simple oubli ; c'est le reflet d'une tendance plus large et profondément ancrée de déséquilibre dans l'approche de l'ONU à l'égard d'Israël. Ce parti pris systématique met en évidence plusieurs tendances troublantes. C'est la raison pour laquelle le Hamas, malgré ses atrocités les plus brutales, notamment la détention de 109 femmes, enfants et hommes pendant plus de 320 jours, n'est pas désigné comme une organisation terroriste par l'ONU, et pourquoi les actions antiterroristes d'Israël sont souvent critiquées à tort ici.

Au cours des 10 derniers mois, Israël a été confronté à des attaques quotidiennes du Hezbollah dans le nord et du Hamas et du Jihad islamique palestinien à Gaza et en Judée-Samarie, sans oublier les houthistes au Yémen et les milices en Iraq et en Syrie, autant de groupes qui sont dirigés, financés, entraînés et soutenus par le régime iranien, en violation flagrante de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité.

Israël préconise une approche multidimensionnelle de la lutte contre le terrorisme. Outre les mesures de sécurité, les efforts visant à perturber les réseaux financiers qui financent les organisations terroristes et leurs activités sont indispensables. Il est également important de contrer les incitations financières accordées aux groupes affiliés ou aux individus qui contournent les embargos sur les armes ou les régimes de sanctions du Conseil de sécurité. Pour y parvenir, nous devons resserrer la coopération internationale et l'échange d'informations et collaborer au renforcement des capacités des États afin qu'ils puissent prévenir les menaces terroristes et y répondre de manière adéquate. La communauté internationale doit œuvrer de concert pour démanteler l'infrastructure de la terreur, qu'elle opère au grand jour ou qu'elle se tapit dans l'ombre.

La prévention des conflits est la pierre angulaire de tout effort de paix durable. En Israël, nous reconnaissons qu'un dialogue inclusif est essentiel à la prévention des conflits. Pour ce faire, il est nécessaire d'y associer toutes les parties prenantes, y compris les femmes et les jeunes. Nous soutenons et prônons la participation pleine et effective, sur un pied d'égalité, des femmes à tous les niveaux de la prise de décision en matière de paix et de sécurité.

Pour terminer, la recherche de la paix et de la stabilité internationale est une nécessité fondamentale pour notre avenir collectif. Israël reste résolument engagé dans la lutte contre le terrorisme et la prévention des conflits, reconnaissant que ces efforts font partie intégrante de toute stratégie globale de consolidation de la paix. Il est temps que le Conseil de sécurité agisse conformément à ses obligations et promeuve des actions décisives contre le terrorisme et ses auteurs.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

M. Dvornyk (Ukraine) (*parle en anglais*) : L'Ukraine apprécie vivement l'initiative de la présidence sierra-léonaise d'organiser cet important débat et remercie les intervenants de leurs exposés.

Le Nouvel Agenda pour la paix a vu le jour à un moment où l'architecture de la sécurité mondiale est

gravement menacée. Dans notre région, ces menaces ont atteint un niveau comparable à celui de la Seconde Guerre mondiale, remettant en question la fiabilité des instruments de prévention sur lesquels nous comptons depuis des décennies. Nous sommes tout à fait d'accord avec la position du Secrétaire général mentionnée dans la note de cadrage (voir S/2024/581), à savoir que les pays doivent aller au-delà des belles paroles et investir dans la prévention.

Nous estimons également que les stratégies de prévention menées au niveau national gagneraient à être complétées par des instruments viables au niveau multilatéral, à commencer par ceux dont dispose le Conseil de sécurité. Hélas, ce n'est pas encore le cas, et des mesures préventives insuffisantes dans un premier temps ne peuvent qu'encourager les agresseurs à intensifier la violence et à en étendre la portée géographique.

L'invasion à grande échelle de l'Ukraine en est un exemple marquant. Sur cette question, le Conseil de sécurité est paralysé, principalement parce que l'agresseur occupe ici un siège permanent. Nous restons convaincus qu'un pays occupant un siège permanent ne doit pas exercer son droit de veto lorsque le Conseil examine une situation dans laquelle il est directement impliqué en tant que partie à un conflit et, a fortiori, lorsqu'il est l'instigateur de ce conflit. Au stade de la prévention, il n'est même pas nécessaire de modifier la Charte des Nations Unies. Ce qu'il faut, c'est revenir à la mise en œuvre du paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte. Comme l'ont montré les négociations intergouvernementales de cette année, cette question est importante pour la majorité des États Membres de l'ONU.

Le cas de la Russie prouve clairement que l'absence de démocratie, d'obligation de rendre des comptes et d'état de droit rend le régime enclin à l'agression. C'est pourquoi le rétablissement du respect des droits humains et des libertés fondamentales est un élément crucial de nos efforts pour prévenir les conflits et pérenniser la paix. Il est tout aussi important d'étudier les possibilités qu'offre la boîte à outils de la prévention pour décourager un instigateur de provoquer de nouvelles flambées de violence. L'imposition de sanctions contre un agresseur au niveau international est une réponse légitime et adéquate visant à rétablir le respect des normes et des principes du droit international. Cela est d'autant plus important qu'un agresseur, qui occupe un siège permanent, pourrait bloquer toute action préventive du Conseil. La prévention doit également inclure la garantie de l'application du

principe de responsabilité en tant qu'élément important de la consolidation et de la pérennisation de la paix.

Tous ces éléments font partie de la formule de paix de l'Ukraine, qui non seulement sert de feuille de route pour mettre fin à la guerre d'agression contre mon pays, mais qui est aussi un modèle applicable à d'autres situations de conflit, car elle est fondée sur la Charte des Nations Unies et le droit international. Une diplomatie préventive solide n'est pas seulement une option, elle est essentielle pour obtenir des résultats concrets. Nos discussions doivent être suivies de mesures concrètes afin de briser le cercle vicieux des conflits et de mettre ceux qui en sont à l'origine face à leurs responsabilités.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Nigéria.

M. Endoni (Nigéria) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à exprimer notre reconnaissance à la Sierra Leone pour avoir organisé cette séance très importante sur la consolidation et la pérennisation de la paix, et à saluer la présidence sierra-léonaise du Conseil de sécurité et la façon dont elle a ouvert ces discussions cruciales à tous les États Membres de l'ONU. Je remercie également les intervenants qui ont pris la parole hier de leurs exposés instructifs.

Un an après la publication du Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général, l'instabilité semble s'être propagée plus largement dans le monde, ce qui souligne non seulement l'urgence de cette séance, mais aussi la nécessité d'investir dans la prévention des conflits. Comme l'explique la note de cadrage (voir S/2024/581), ces efforts doivent être fondés sur l'appropriation nationale et requièrent des approches globales, une volonté politique, des partenariats efficaces et des ressources durables, sans quoi il ne peut y avoir de paix et de développement durables.

Le Nigéria est déterminé à contribuer au renforcement de la coopération régionale et internationale et à l'élaboration de mesures efficaces en faveur de la paix mondiale. Ces efforts tiennent compte du fait que s'attaquer aux causes profondes des conflits et renforcer la résilience des communautés permet de sauver des vies et des moyens de subsistance et s'avère plus économique que de devoir réagir à un conflit qui a éclaté et faire face à ses conséquences. La collaboration constructive du Nigéria avec le Programme des Nations Unies pour le développement a permis de renforcer les systèmes d'alerte et de réaction rapides aux niveaux fédéral et des États, afin de détecter et de prévenir toute escalade des menaces à un

stade précoce. De même, nous mettons l'accent sur les mécanismes de médiation communautaire impliquant la participation pleine, égale et véritable des femmes, des jeunes et des responsables locaux. Ces approches se sont avérées efficaces pour favoriser la cohésion sociale, atténuer les conflits et réduire la violence.

La Stratégie régionale en faveur de la stabilisation, du redressement et de la résilience, qui met l'accent sur les programmes socioéconomiques, notamment l'éducation, l'autonomisation et l'intégration des femmes et des jeunes, est un aspect essentiel de la réussite des opérations de la Force multinationale mixte. Cette stratégie globale, qui s'ajoute aux efforts renouvelés en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration, s'attache à remédier à la marginalisation et aux griefs qui créent un environnement propice au recrutement par des groupes extrémistes violents et perpétuent les conflits.

En ce qui concerne la prévention des conflits axée sur le développement, le Nigéria argue depuis longtemps qu'il est essentiel d'investir dans le développement pour prévenir les conflits, notamment pour remédier aux vulnérabilités socioéconomiques. À cet égard, nous réaffirmons la nécessité de mettre en place des modèles de financement plus créatifs, y compris de la part du secteur privé, et de veiller à ce que les institutions financières internationales se montrent plus souples dans la façon dont elles contribuent à la réalisation des objectifs en matière de paix et de développement des pays en situation de conflit, qui consacrent des ressources limitées à la sécurité.

Nous saluons également les dispositions du Pacte pour l'avenir qui mettent l'accent, entre autres, sur le renforcement de la Commission de consolidation de la paix, y compris ses rôles consultatif et fédérateur. Il est également essentiel, pour prévenir les conflits, de renforcer les capacités nationales, d'accroître le rôle des institutions financières internationales dans le domaine de la consolidation de la paix et de s'appuyer sur la connaissance du contexte et les ressources des organisations régionales. En outre, alors que l'examen du dispositif de consolidation de la paix en 2025 se prépare, nous demandons que les meilleures pratiques présentées à l'occasion de cette séance soient reflétées dans le résultat.

Nous devons reconnaître que l'ingérence étrangère et les rivalités géopolitiques continuent de saper les efforts visant à atténuer les conflits, renforçant ainsi la nécessité de mener des réformes qui renforcent l'efficacité du Conseil de sécurité dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Pour terminer, je réaffirme l'attachement du Nigéria à des efforts de paix multilatéraux, car il n'y a pas de développement sans paix ni de paix sans développement.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Bahreïn.

M. Alrowaiei (Bahreïn) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier la délégation sierraléonaise de ses efforts louables au cours de sa présidence du Conseil de sécurité ce mois.

Je souhaite également la bienvenue à M. Timothy Kabba, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la République de Sierra Leone, qui a présidé cette importante séance. Je tiens aussi à remercier les intervenants de leurs précieux exposés.

Nous vivons dans un monde de plus en plus interconnecté et changeant, marqué par des crises et des conflits qui font peser de graves risques sur la paix et la sécurité internationales. Cette situation exige que l'on se concentre sur la prévention des conflits et le maintien de la paix aux niveaux national, régional et international, y compris, comme l'a proposé le Secrétaire général dans le Nouvel Agenda pour la paix, en élaborant des stratégies nationales visant à prévenir et à traiter les divers facteurs de violence et de conflit au sein des sociétés afin de promouvoir les valeurs de tolérance et de solidarité.

Le Royaume de Bahreïn reconnaît en outre l'importance des efforts diplomatiques régionaux et internationaux pour apporter des solutions pacifiques, durables et globales aux guerres et à tous les conflits et, en particulier, pour mettre fin aux souffrances du peuple palestinien frère en instaurant un cessez-le-feu dans la bande de Gaza et en répondant à ses besoins humanitaires.

À cet égard, la trente-troisième session du sommet de la Ligue des États arabes, qui s'est tenue en mai au Royaume de Bahreïn, a illustré la volonté du Royaume de mener une action arabe commune pour parvenir au développement durable des peuples et des générations futures, tout en répondant à leurs aspirations et en leur permettant de vivre dans la liberté, la sécurité et la dignité. Les participants au sommet ont adopté un certain nombre d'initiatives importantes, dont la plus notable est l'appel à la tenue d'une conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient, afin de régler la question palestinienne sur la base de la solution des deux États. Le Royaume de Bahreïn s'est dit prêt à accueillir cette conférence et a exprimé son appui à la reconnaissance pleine et entière de l'État de Palestine ainsi qu'à son admission en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations

Unies. Il s'est également déclaré favorable à la fourniture de services d'éducation et de santé aux personnes touchées par les conflits et les différends dans la région, en coopération et en coordination avec les organisations internationales et régionales, ainsi qu'au développement de la coopération entre les pays arabes dans les domaines du financement, de la technologie, de l'innovation et de la transformation numérique.

Le Royaume de Bahreïn poursuit ses initiatives humanitaires sous l'égide de S. M. le Roi Hamad bin Isa Al Khalifa et de S. A. R. le Prince Salman bin Hamad Al Khalifa, Prince héritier et Premier Ministre du Royaume de Bahreïn. Un décret royal a créé le prix du Roi Hamad pour la coexistence pacifique, qui a pour but d'encourager les particuliers et les organisations à poursuivre leurs efforts pionniers dans le domaine du dialogue entre les civilisations et de la coexistence ; d'honorer et de soutenir les œuvres méritoires visant à promouvoir les valeurs de coexistence pacifique et de solidarité mondiale afin de parvenir à une vie commune harmonieuse et respectueuse de la diversité humaine, de rejeter la violence, l'extrémisme et la haine et de préserver les acquis de l'humanité en influençant positivement les sociétés dans lesquelles ils travaillent ; et de sensibiliser à l'importance de la convergence et de la rencontre des civilisations et des cultures pour parvenir à la paix dans le monde. Cette récompense internationale s'inscrit dans le contexte des initiatives pionnières de Sa Majesté le Roi aux niveaux régional et international, qui promeuvent la paix et la coexistence mondiales et comprennent un appel à l'adoption d'une convention internationale visant à ériger en infractions les discours de haine fondés sur la discrimination religieuse, le sectarisme et le racisme.

Pour terminer, le Royaume de Bahreïn réaffirme son engagement en faveur de la solidarité humaine et du partenariat international afin de privilégier la sagesse et le dialogue et ainsi mettre un terme aux guerres, régler les conflits, empêcher leur éclatement ou leur propagation, combattre l'extrémisme et le terrorisme, et promouvoir la tolérance et la compréhension entre les peuples et les cultures, garanties fondamentales du respect des droits humains, des libertés et du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Angola.

M. Da Cruz (Angola) (*parle en anglais*) : Je voudrais exprimer la reconnaissance de mon pays à la République de Sierra Leone pour avoir organisé cette séance opportune et pour le leadership dont elle fait

preuve à la tête du Conseil de sécurité en ce mois d'août. Je voudrais également remercier tous les intervenants de leurs exposés instructifs, qui ont permis de mettre en lumière la question à l'ordre du jour et d'apporter une perspective et une approche globales à ce débat.

L'ONU a été créée avec comme objectif principal de préserver les générations futures du fléau de la guerre. C'est pourquoi nous devons nous efforcer de rester fidèles à ce noble objectif et à la Charte des Nations Unies. Dans cette optique, le Nouvel Agenda pour la paix, présenté par le Secrétaire général, M. António Guterres, constitue un document d'orientation très stratégique, puisqu'il aborde les défis auxquels la communauté internationale est confrontée aujourd'hui et définit des efforts multilatéraux en faveur de la paix et de la sécurité, fondés sur le droit international et renforçant le rôle de la Commission de consolidation de la paix.

En Afrique, l'intolérance politique, religieuse, ethnique et culturelle, les changements anticonstitutionnels de gouvernement, le terrorisme et l'extrémisme violent sont toujours d'actualité malgré les efforts entrepris par les États Membres et l'Union africaine pour trouver des solutions africaines aux problèmes africains et l'initiative Faire taire les armes d'ici 2030. Face à cette situation préoccupante, il est urgent de s'attaquer aux causes profondes des conflits, en commençant par reconnaître que le développement, la paix et la sécurité et les droits humains sont liés et se renforcent mutuellement, afin de garantir l'état de droit et le partage équitable des possibilités économiques et sociales, ainsi qu'un environnement caractérisé par le règne de la justice pour tous et toutes.

La politique étrangère de l'Angola en matière de paix et de sécurité s'appuie sur notre propre expérience et sur notre volonté de promouvoir sans relâche la réconciliation nationale, la cohésion sociale et la consolidation de la démocratie et de l'état de droit. Dans ce contexte, S. E. M. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, en sa qualité de Champion de l'Union africaine pour la paix et la réconciliation en Afrique et Président de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, participe à plusieurs initiatives diplomatiques en faveur de la paix et de la stabilité dans la région des Grands Lacs. Dans le cadre du mandat de l'Union africaine, il joue un rôle de médiateur pour atténuer les tensions politiques entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, ce qui a abouti à la signature d'un accord de cessez-le-feu qui a débuté le 4 août dans le cadre du processus de Luanda.

La troisième réunion ministérielle entre la République démocratique du Congo et le Rwanda s'est tenue à Luanda les 20 et 21 août, dans le but d'analyser une proposition d'accord de paix durable soumise par S. E. M. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, à S. E. M. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République démocratique du Congo, et à S. E. M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda. Les Ministres ont décidé d'organiser une réunion d'experts les 29 et 30 août pour aborder certains aspects spécifiques de l'accord et de se réunir les 9 et 10 septembre à Luanda pour mener à terme ces discussions et créer les conditions diplomatiques nécessaires pour l'organisation d'un sommet entre le Président de la République démocratique du Congo et le Président du Rwanda dans un avenir proche.

Pour terminer, en tant que pays ayant enduré plusieurs décennies de conflit interne, l'Angola accorde une grande importance stratégique à la culture de la paix. C'est pourquoi, en collaboration avec l'Union africaine et l'UNESCO, le pays accueille tous les deux ans le Forum panafricain pour une culture de paix en Afrique, ou Biennale de Luanda, afin de renforcer le mouvement panafricain en faveur d'une culture de la paix et de la non-violence, et de contribuer ainsi à la réalisation d'une Afrique intégrée, pacifique et prospère. La prochaine édition est prévue pour novembre 2025. À l'approche du Sommet de l'avenir, il est impératif que nous renouvelions notre engagement collectif et nos efforts pour placer la prévention des conflits, la médiation et le règlement pacifique des différends au cœur de notre programme mondial.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de Saint-Kitts-et-Nevis.

M^{me} Williams (Saint-Kitts-et-Nevis) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom des États membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM).

Nous félicitons la Sierra Leone de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'août et nous vous remercions, Madame la Présidente, d'avoir organisé et de présider le débat public de haut niveau d'aujourd'hui sur la consolidation et la pérennisation de la paix. Nous remercions également les intervenants de leurs observations sur les aspects mondiaux, régionaux et nationaux de la prévention des conflits.

La CARICOM est consciente de l'augmentation mondiale des crimes violents, dont beaucoup sont commis par des acteurs non étatiques, tels que des milices

politiques, des organisations criminelles et des groupes terroristes internationaux. Les tensions régionales persistantes, l'absence ou la cooptation des institutions étatiques, l'effondrement de l'état de droit, les gains économiques illicites et la raréfaction des ressources aggravée par les changements climatiques sont aujourd'hui les principaux facteurs de conflit. Selon les estimations, le nombre de conflits violents qui ont cours dans le monde n'a jamais été aussi élevé depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans le même temps, toutefois, les efforts déployés pour s'attaquer de front aux causes profondes des conflits et de la fragilité ont faibli, et la prévention des conflits est fortement limitée. Nous nous retrouvons ainsi à consacrer jusqu'à l'épuisement nos ressources limitées, notre temps et nos efforts au règlement des conflits, au lieu de nous concentrer sur leur prévention.

C'est pourquoi le débat d'aujourd'hui arrive à point nommé. Il nous donne l'occasion de partager les meilleures pratiques et des exemples concrets de réussite en matière de prévention des conflits aux échelons mondial, régional et national. Les pays de la CARICOM sont attachés aux principes de paix et de justice, et sont fermement convaincus que la seule voie vers une paix pérenne passe par le développement durable. La CARICOM a également recours à la médiation pour régler les différends nationaux et régionaux entre ses membres et pour veiller à ce que la région reste une zone de paix. Nous considérons que la prévention des conflits joue un rôle primordial dans la réalisation de nos objectifs de développement communs et reconnaissons également la pertinence des objectifs de développement durable pour faire progresser la prévention des conflits et la consolidation de la paix. Alors que nous redoublons d'efforts pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les 17 objectifs qui le sous-tendent, la CARICOM reconnaît l'importance cruciale du Sommet de l'avenir qui nous donne l'occasion de promouvoir les partenariats, de nous attaquer collectivement aux inégalités économiques, environnementales et sociales qui sont souvent à l'origine des conflits, en particulier dans le contexte du développement durable, et de renouveler notre engagement en faveur du système multilatéral.

Nous partageons l'analyse figurant dans la note de cadrage (voir S/2024/581), selon laquelle la cause immédiate des conflits réside souvent dans l'absence de développement inclusif et durable, et nous souscrivons à l'idée qu'investir dans le développement, le capital humain et la sécurité humaine, c'est investir dans une paix durable. Dans cette optique, la CARICOM souligne l'importance de remédier non seulement aux symptômes

mais également aux causes profondes et aux moteurs des conflits, et cherche à appliquer ce principe dans son approche des situations de conflit ou des différends au sein de notre région. Selon nous, la collaboration régionale et internationale est indispensable pour relever les défis multiformes qui sont à l'origine de la criminalité et de la violence dans le monde aujourd'hui.

Sur ce point précis, je ne saurais manquer de souligner la situation actuelle en Haïti, où la CARICOM, en collaboration avec d'autres partenaires, déploie des efforts assidus pour faire cesser la violence et apporter un appui indispensable afin de remettre Haïti sur la voie de la stabilité, de la sécurité et d'un développement durable à long terme. Je me félicite du fait que M. Descardes ait pu présenter une vue d'ensemble de l'expérience d'Haïti. Avec la permission du Conseil, je voudrais juste faire une observation supplémentaire en réponse à la question sur les moyens de renforcer la coopération grâce à l'intégration régionale et aux efforts de médiation.

Comme de nombreux membres du Conseil le savent peut-être déjà, la CARICOM exerce ses bons offices auprès du Gouvernement haïtien et des parties prenantes haïtiennes par l'intermédiaire du Groupe de personnalités éminentes. Nous apportons cet appui dans des domaines prioritaires spécifiques, notamment la sécurité, la gouvernance, le processus électoral, la planification du développement à long terme et le plaidoyer. En fait, en vertu du Traité révisé de Chaguaramas, les États membres de la CARICOM peuvent avoir recours à plusieurs modes de règlement des différends, à savoir les bons offices, la médiation, les consultations, les conciliations, l'arbitrage et les jugements. Au fil des ans, la CARICOM a joué un rôle dans la médiation à la demande de plusieurs de ses États membres pour faciliter la conclusion d'accords mutuellement acceptables, notamment en ce qui concerne les transitions politiques et les problèmes liés aux élections.

La CARICOM souscrit au Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général António Guterres, qui vise à donner un nouvel élan aux stratégies de prévention et à renforcer l'action multilatérale en faveur de la paix. Nous réaffirmons l'engagement de la région à continuer d'investir dans la prévention des conflits et à plaider en faveur de la consolidation de la paix.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant d'Haïti.

M. Gaspard (Haïti) : Qu'il me soit tout d'abord permis de féliciter votre présidence pour ce mois d'août,

Madame la Présidente, et vous souhaiter beaucoup de succès pour la conduite des travaux.

Je voudrais également profiter de l'occasion pour saluer l'organisation de ce débat de haut niveau sur ce thème qui nous concerne tous, à savoir la problématique de la consolidation de la paix, de la pérennisation de la paix et de la prévention des conflits dans le Nouvel Agenda pour la paix.

Ma délégation s'associe à la déclaration faite par la représentante de Saint-Kitts-et-Nevis au nom de la Communauté des Caraïbes et intervient à titre national.

Ma délégation remercie la présidence sierraléonaise pour la qualité de la documentation de cadrage (voir S/2024/581), basée sur la note d'orientation du Secrétaire général, intitulée « Un Nouvel Agenda pour la paix », qui constitue un véritable plaidoyer pour le renforcement du multilatéralisme en faveur de la paix dans un monde en transition et qui doit servir de contribution aux travaux du Sommet de l'avenir.

À la veille de la grande échéance de 2030 qui nous attend, force est de constater que le monde va mal. La persistance de nombreux conflits, l'éclatement de nouveaux affrontements meurtriers et la multiplication de crises sécuritaires, alimentaires et sanitaires, pour ne citer que celles-là sont là pour nous rappeler que les différentes stratégies mises en place pour réaliser les objectifs de paix et de développement durable tant espérés n'ont pas encore produit les résultats escomptés. Il nous faut donc faire preuve de beaucoup d'imagination pour trouver des solutions idoines, qui soient plus adaptées aux différents problèmes de notre époque. Dans cet ordre d'idées, le Nouvel Agenda pour la paix constitue une occasion appropriée permettant d'évaluer les stratégies de prévention des conflits mises en place au niveau national.

Ce débat vient à point nommé et revêt une importance capitale pour mon pays, la République d'Haïti, qui fait face depuis quelques temps à une grave crise sécuritaire aux conséquences multiples, provoquée par la violence aveugle instaurée par les gangs armés, qui risque de saper les fondements mêmes de la société haïtienne. Cette crise multidimensionnelle montre une fois de plus les liens qui existent entre l'extrême pauvreté et l'éclatement des conflits. La mise en place d'une stratégie de développement holistique demeure donc la solution à long terme pour y faire face.

À court terme, la résolution de la crise sécuritaire demeure aujourd'hui la grande priorité des plus hautes autorités haïtiennes. À cet effet, ma délégation se félicite

du déploiement, sous la direction du Kenya, en juin dernier, des premiers contingents de la Mission multinationale d'appui à la sécurité, dans le cadre de la résolution 2699 (2023), adoptée le 2 octobre 2023 par le Conseil de sécurité. Elle remercie une fois de plus le Kenya d'avoir pris le commandement de la Mission et les autres États Membres qui ont œuvré pour faire de la Mission une réalité. À cet égard, les autorités haïtiennes attendent la poursuite du déploiement des nouveaux contingents. Nous invitons donc les autres États Membres et les organisations régionales à fournir d'urgence du personnel, du matériel et les moyens financiers et logistiques nécessaires.

La mise en place d'une stratégie de développement holistique demeure un élément indispensable à la consolidation de la paix, de la même manière qu'il ne saurait y avoir de développement durable sans la pérennisation de la paix.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Burundi.

M. Maniratanga (Burundi) : Je voudrais féliciter la Sierra Leone pour la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'août et me réjouir de participer à cette séance sur le Nouvel Agenda pour la paix.

Le Burundi estime que le Nouvel Agenda pour la paix proposé par le Secrétaire général offre une opportunité unique pour renforcer nos efforts collectifs dans la prévention des conflits à tous les niveaux – global, régional et national.

Au niveau national, le Burundi, pays sortant de conflit, constitue aussi un modèle de réussite dans la consolidation de la paix, notamment grâce au programme de capitalisation de la paix. Ce programme a significativement renforcé l'autonomisation des jeunes et des femmes en facilitant la création de banques d'investissement spécifiquement pour ces groupes, favorisant ainsi leur inclusion économique et sociale. En parallèle, le sport a joué un rôle déterminant dans la promotion de la paix et de la solidarité à travers les éditions annuelles du Flambeau de la paix, qui rassemblent les communautés autour de valeurs communes.

De plus, les initiatives de travail en groupe au sein des associations de production agricole et d'autres activités ont contribué à renforcer la coopération entre les communautés. En outre, les femmes leaders et les femmes médiatrices, présentes dans toutes les communes du pays, ont été des figures essentielles dans le processus de dialogue et de réconciliation, soulignant l'importance de leur contribution à la prévention des conflits.

Au regard de la montée inquiétante des conflits violents et de la régression dans la réponse aux menaces contre la paix internationale, le Burundi, dans le cadre de cette séance du Conseil de sécurité, souhaite souligner l'importance cruciale de la prévention des conflits comme priorité politique, et le besoin pressant d'investir réellement dans cette approche.

Premièrement, il est impératif de passer des mots aux actions concrètes. Comme l'indique le Secrétaire général, la prévention des conflits nécessite des approches complètes, un engagement politique fort, des partenariats efficaces, des ressources durables et un soutien national. En particulier, les stratégies de prévention dirigées au niveau national sont vraiment essentielles. Elles devraient bénéficier d'un soutien fort parmi les États Membres et permettraient des discussions constructives sur la prévention des conflits, tout en tenant compte des spécificités locales.

Deuxièmement, nous devons examiner des stratégies de prévention axées sur le développement. En Afrique, des cadres comme « Faire taire les armes d'ici 2030 » mettent l'accent sur la prévention des conflits, mais il est crucial d'adopter une approche axée sur le développement. L'absence de développement inclusif et durable est un déclencheur important de conflits, comme en témoignent les cas d'extrémisme violent où des groupes recrutent dans des zones de grande pauvreté et de chômage élevé.

Troisièmement, la promotion de la gouvernance et de l'état de droit est essentielle pour la consolidation de la paix. Nous assistons à une détérioration notable de l'état de droit à l'échelle mondiale, ce qui contribue à l'inégalité, à la marginalisation et à l'instabilité. Le renforcement des institutions judiciaires et l'amélioration de l'accès à la justice sont donc des aspects importants pour bâtir des sociétés plus équitables et plus résilientes.

Quatrièmement, il est fondamental que les États Membres, les organisations régionales et l'Organisation des Nations Unies travaillent de concert pour améliorer les mécanismes de prévention des conflits, y compris les systèmes d'alerte précoce et les capacités de réponse rapide. L'engagement des communautés locales dans ces efforts est également essentiel pour une prévention efficace.

Enfin, la coopération internationale et régionale doit être renforcée. La promotion de l'intégration régionale, les efforts de maintien de la paix et de médiation doivent être soutenus par les gouvernements nationaux,

avec une attention particulière aux processus locaux et régionaux.

Le Burundi reste profondément engagé pour traduire les principes du Nouvel Agenda pour la paix en actions concrètes et pour collaborer avec tous les États Membres afin de consolider la paix et léguer le monde que nous voulons aux générations futures.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Kiribati.

M. Tito (Kiribati) (*parle en anglais*) : Comme je suis originaire de la région la plus pacifique de notre planète, le Pacifique, je voudrais saluer les membres dans ma langue maternelle : *kam na bane ni mauri*, ce qui signifie « que vous soyez tous et toutes bénis par une santé et un bonheur florissants ».

Je félicite la présidence sierra-léonaise du Conseil d'avoir donné aux Membres de l'ONU l'occasion de tenir un débat public au Conseil de sécurité sur les aspects nationaux, régionaux et mondiaux de la prévention des conflits. Il ne fait aucun doute qu'à l'heure où nous parlons, des centaines de milliers d'êtres humains réclament à grands cris d'être libérés de leur captivité ou de la violence de la guerre et des conflits, qui ont fait de leur vie un cauchemar, tandis que leurs maisons et leurs quartiers sont réduits en ruines et transformés en charniers. Le Pacifique et Kiribati sont forts d'une culture naturellement dotée de mécanismes efficaces de rétablissement de la paix et de règlement des conflits et, à ce titre, nous sommes fermement convaincus que la paix doit d'abord être assurée, avant que tout développement ne puisse avoir lieu.

J'en veux pour preuve les nombreux pays déchirés par la guerre dans le monde, où des centaines de milliers d'êtres humains innocents sont tués ou blessés, et où beaucoup d'autres sont contraints de quitter le confort de leur foyer pour trouver refuge ailleurs. Nos ancêtres du Pacifique et de Kiribati nous enseignaient que la violence trouve son origine dans un esprit violent et troublé, souvent causé par la peur et la méfiance, tandis que la paix trouve son origine dans un esprit paisible et plein de confiance. C'est pourquoi la culture kiribatienne attache une grande importance au développement d'un esprit paisible et d'autres attributs humains positifs, en créant un environnement dans lequel la paix et ces autres attributs positifs sont encouragés et promus au sein des familles et de la société dans le cadre d'interactions sociales et culturelles qui favorisent l'amitié, la coopération, l'unité et la

confiance entre les membres de la communauté et au sein de celle-ci.

Kiribati estime que, à la lumière de son expérience en matière de rétablissement de la paix et de règlement des conflits, l'ONU peut également contribuer à prévenir et à faire cesser les guerres en encourageant sans relâche les parties à un litige ou à un conflit à recourir à des moyens pacifiques pour régler leurs différends, comme le prévoit le Chapitre VI de la Charte des Nations Unies. L'ONU doit aussi utiliser les mécanismes régionaux et nationaux de rétablissement de la paix et de règlement des conflits, le cas échéant. Tous les États Membres doivent être encouragés à s'engager pleinement dans la recherche de la paix, conformément aux obligations auxquelles ils ont souscrit lorsqu'ils ont signé la Charte.

Toutefois, Kiribati reconnaît l'immense défi auquel sont confrontés certains membres du système des Nations Unies, dont les énormes économies reposent sur la production et la vente d'armes et d'autres équipements de guerre, jouissant ainsi d'une croissance maximale lorsque les conflits et les tensions s'intensifient. La tendance à privilégier le profit et la richesse monétaire au détriment des personnes et de la planète ajoute assurément au fardeau de la mission principale de l'ONU, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde. Kiribati demande respectueusement que l'ONU organise d'urgence des réunions de réconciliation et de rétablissement de la paix pour les pays actuellement dévastés par les guerres et les conflits en cours, en utilisant les mécanismes totalement transparents et inclusifs prescrits par le Chapitre VI de la Charte.

Nous demandons également que tous les Membres de l'ONU qui sont en litige les uns avec les autres, tout particulièrement nos grands et puissants frères, respectent et appliquent les dispositions de la Charte, en particulier le Chapitre VI, sur le règlement pacifique des différends. Nous recommandons aussi à l'ONU d'encourager, d'appuyer et de faciliter des interactions plus informelles entre les diplomates des 193 États Membres afin de promouvoir l'amitié et les bonnes relations entre les nations, en commençant par leurs représentants ici à New York, ce qui, en temps voulu, aura des répercussions aux niveaux régional et national et favorisera l'amitié et la coexistence pacifique dans le monde entier. Prenons à cœur le défi que le Président Harry Truman a lancé dans sa déclaration prononcée lors de la cérémonie de signature de la Charte à San Francisco en juin 1945, lorsqu'il a dit :

« [c]e n'est que si nous comprenons ce qu'est la Charte et ce qu'elle peut signifier pour la paix dans

le monde que le document deviendra une réalité humaine vivante ».

Jouons tous et toutes notre rôle, non seulement pour comprendre ce qu'est la Charte, mais surtout pour la respecter, l'honorer et la chérir fidèlement afin de faire avancer la paix, le progrès et la prospérité. Non

pas pour quelques privilégiés, mais pour l'ensemble des 8,13 milliards d'habitants de notre maison commune, la planète Terre. Nous pourrons alors célébrer avec fierté le fait que la Charte est devenue une réalité humaine vivante.

La séance est levée à 15 h 50.